Réunion de la commission rédaction du 16 septembre 2026

Quand Ouest-France a l'info en premier et la donne en dernier

Dans les états-majors politiques, la campagne en vue de l'élection présidentielle a démarré. À Ouest-France également. Mais pas de la manière dont on l'imagine dans une rédaction. Le début de campagne se lit surtout en creux, dans nos colonnes, entre les lignes de nos choix.

Ainsi, dans le compte rendu d'une audience judiciaire, nous avons raconté comment le mari hooligan et néonazi lyonnais de la députée Tiffany Joncour avait parcouru 500 km pour casser la figure de l'assistant parlementaire _et amant_ de sa femme, en Sarthe. Mais sans donner le contexte de ce déchaînement de violence, qui s'est produit chez l'ancienne accompagnatrice de Jean-Marie Le Pen, proche de la sulfureuse Gud-connexion. Sans dire non plus que ladite épouse et son très proche collaborateur étaient au Rassemblement national.

Dommage : c'était le seul intérêt de cette histoire. Mais la rédaction en chef s'y est opposée.

« Ces informations ne nous étaient pas parvenues », se défend la REC, qui a corrigé le tir le lendemain matin, dans la version web du compte rendu. Bien après la parution des autres médias locaux et nationaux, dont ceux du groupe, qui ont donné la complétude des éléments le jour même. Comme Le Maine Libre, principal concurrent d'Ouest-France en Sarthe, qui a tout de suite titré sur le RN.

L'erreur de transmission d'information, surprenante sur un sujet aussi sensible et visible dans d'autres médias, avec une alerte la veille, a bon dos : elle conduit, inexorablement, au même résultat consistant à dépolitiser une affaire concernant le RN. Et à semer le doute chez nos lecteurs pouvant s'interroger sur la propension d'Ouest-France à vouloir protéger le RN.

Doublement dommage car Ouest-France avait été le premier titre dans la confidence de cette audience. Là encore, la bataille de l'info doit être menée, affirme la direction. Mais visiblement pas pour tous les sujets.

• « Un climat de chasse aux Juifs » : la rédaction en chef assume ce titre brutal

Le constat est latent : la rédaction en chef s'obstine à refuser les évidences. Comme celle de ce titre excessif, déplacé, provocateur, bien loin de la prudence affichée au sujet de la violence de certains membres du RN. Ainsi, dans un point de vue publié le 13 août, intitulé « Un climat de chasse aux juifs », le journal laisse la philosophe et historienne Perrine Simon-Nahum développer un argumentaire accusant La France insoumise d'être à l'origine de ce climat. En suggérant notamment que la perturbation du concert de la DJette Barbara Butch, aux choix politiques polémiques, serait une traduction de l'antisémitisme de LFI. Parti dont aucun membre n'a pourtant été condamné pour propos antisémites.

Interrogée sur le choix de ce titre brutal, référence directe à la période de l'Occupation, la rédaction en chef assume, rappelant comment les Juifs ont été progressivement victimes de discriminations. Jusqu'à la Déportation et la Shoah. Ce parallèle historique avec la période actuelle n'est-il pas exagéré ? Certes, depuis le début de la guerre menée par Israël à Gaza après les attaques terroristes du Hamas, la communauté juive française subit davantage d'agressions. Mais en France, depuis plusieurs années, n'y aurait-il pas plutôt une chasse aux Arabes et aux musulmans ?

Une brève parue dans nos colonnes le 21 septembre le rappelle fort à propos : malgré l'interdiction des contrôles d'identité discriminatoires, notamment du profilage racial, « la pratique persiste au sein des forces de l'ordre », constate le site gouvernemental Vie publique qui rappelle que la France a été condamnée pour ce motif par la Cour européenne des droits de l'homme. Une étude du Défenseur des droits note que « les hommes jeunes perçus comme Arabes, Noirs ou Maghrébins ont quatre fois plus de risque d'être contrôlés, et douze fois plus de risque de subir un contrôle « poussé » (fouille, palpation…)

Droits voisins

Un accord de droits voisins a été signé avec Microsoft, pour son navigateur Bing et celui de Yahoo. Le versement aura lieu en avril pour les journalistes. Le taux de 22,5 % est appliqué.

• Quel bilan après les événements de l'été aux Sports

Coupe du Monde football, Tours de France hommes et femmes : le service des sports a connu un été chargé. Si le travail a atteint les **« objectifs de qualité visés, notamment sur la vidéo »**, selon les termes de la REC qui n'a pas manqué de saluer l'engagement de l'ensemble des équipes, l'envoi de deux collègues aux États-Unis pour la Coupe du Monde a suscité quelques interrogations au sein du journal. Eu égard au plan Efficience 2 et à la décision de limiter les déplacements pour le suivi des équipes professionnelles de la zone Ouest-France. Un choix parfaitement assumé par la direction : **« La Coupe du monde reste, avec les Jeux Olympiques, l'événement le plus suivi. Ouest-France se devait donc d'y être représenté avec une offre rédactionnelle aussi riche et spécifique. »**

Et ce, en maîtrisant les coûts. **« Nous avons fait le choix de voyager et séjourner par nos propres moyens, plutôt que de souscrire à l'offre globale des Fédérations, pour diviser par deux le budget. »**

En ce qui concerne les chiffres d'audience, la Coupe du Monde a battu des records avec 40 millions de pages vues (+130 % par rapport à la précédente compétition en 2022) dans une période estivale marquée par la baisse du nombre de visites. Les 41 émissions du Mondial réalisées chaque jour ont fait 7 millions de streams, et 4 millions pour les autres vidéos. Côté engagement, en revanche,

les résultats obtenus sont **« en deçà des attentes »**, admet la REC, évoquant les 29 conversions.

À titre de comparaison, les Tours de France hommes et femmes ont réalisé une audience de 6 millions de pages vues, 2 millions de « stream » pour les émissions (dont 680 000 pour le Tour femmes) mais, surtout, ont fait 16 conversions.

Correspondants

Le budget correspondants ne cesse de fondre : 4,9 millions d'euros en 2024 ; 4,8 en 2025. Pour 2026, **« il risque de baisser avec la réduction de la pagination et le fait qu'il y ait moins d'entrées dans la nouvelle maquette. On est sur du moins 5 % ou moins 10 % par rapport à l'an dernier »**, indique la REC. En 2027, **« l'enveloppe risque de baisser encore »**. Choix en cohérence avec le projet Efficience 2, qui annonce vouloir **« optimiser le travail avec les correspondants »**…

• Parité aux Sports : les femmes encore sur la touche

Les femmes sont encore sous représentées dans le service (12 % de l'effectif total). Elles ne sont que 11 (dont 7 au siège). Deux d'entre elles occupent des fonctions d'encadrement. Un trop fort déséquilibre, semble regretter la REC qui évoque un manque de candidatures. Et reconnaît qu'aucune femme n'a été accréditée sur les grands événements cette année : **« Les choix ne se font pas par rapport au genre mais par rapport à l'appétence pour les différentes disciplines. Mais c'est un sujet à regarder. »**

• Raphaël Glucksmann : lettre, exclusivité et équité

Sur le site du journal le 23 août au soir, puis dans les pages du quotidien le 24 août, Ouest-France a publié la « Lettre aux Français » de Raphaël Glucksmann annonçant sa candidature à l'élection présidentielle.

Pourquoi avoir publié cette lettre plutôt qu'un article expliquant le pourquoi-comment de sa candidature ? Si d'autres candidats viennent nous voir pour la même chose, est-ce qu'on les publiera ? **« On l'a publiée parce qu'on l'avait en exclusivité. Pour la présidentielle, on va privilégier l'exclu »**, répond la rédaction en chef, en ajoutant : **« Si d'autres candidats nous proposent, on acceptera. »** Vraiment ? Tous les candidats ? L'affirmation devient plus nuancée : **« Tout s'évalue, ça dépendra du contenu de la lettre et du candidat. Ça ne veut pas dire qu'on donne le droit à tous les candidats de le faire. Nous ne sommes pas dans une phase d'équité, mais d'actualité. C'est une forme d'info à nous. »** Une forme d'info qui dépend du contenu de la lettre. Et du candidat…

• Plus de chef à la région Normandie

C'est le seul endroit où le taux d'encadrement baisse : le service région normand perd sa cheffe, devenue directrice départementale. Elle n'est pas remplacée, **« pour revenir aux mêmes effectifs que les services région Bretagne et Pays de la Loire »**, explique la rédaction en chef. L'un des membres du service normand **« a la mission d'adjoint, en attendant de nouvelles organisations »**. Quelles organisations ? Et adjoint à qui ? Pour le moment, le pilotage est réparti entre les collègues du service, selon les jours de la semaine, et la directrice régionale. **« En cas de reportage ou d'absence, la directrice régionale ou départementale prend le relais. »**

Pas simple de s'y retrouver, d'autant que la rédaction en chef assure dans la foulée que les directeurs régionaux n'ont pas vocation à gérer **« l'éditorial et la vie quotidienne de l'éditorial »**, qui restent à la main des directeurs départementaux.

150 000

C'est le nombre de personnes présentes au festival Les Rendez-vous de l'Erdre, fin août, à Nantes. 150 000 personnes. Et pas de photographe pour Ouest-France**. « Le service photo arbitre les demandes qui lui sont faites, ils ne peuvent pas être partout »**, répond la rédaction en chef. À nouveau, selon elle, rien à voir avec la fonte des effectifs du service. Rien à voir non plus avec les CDD qui se terminent et ne sont pas renouvelés immédiatement.

• Pigistes : situation toujours aussi déplorable

Les budgets pige baissent. Et font partie des cibles d'économie d'Efficience 2, sans que l'on ait le détail précis. 600 000 € doivent être économisés, sur les correspondants d'abord puis sur les pigistes.

Les chiffres donnés par la REC attestent bien de la baisse engagée depuis plusieurs années, après une hausse liée à l'effort sur l'Outre-mer : 984 300 € en 2022 ; 1 490 000 € en 2023 ; 1 178 000 € en 2024 ; 1 101 400 € en 2025 et 1 068 000 € en 2026. Sans compter les budgets suppléments, hors-séries et magazines. « On n'a pas les chiffres », balaie la REC.

Mais derrière ces lignes budgétaires plus ou moins précises, ce sont bien des salariés de l'entreprise qui perdent leurs revenus. **« Quand il y a un problème de baisse de commande, il y a un échange de gré à gré, soit un report d'activités, soit une rupture conventionnelle, soit une démission. »** Malgré les déclarations de la direction, ce que nous observons, ce sont des journalistes pigistes qui partent dans des conditions très défavorables. Situation que nous continuerons de dénoncer au SNJ, en rappelant à l'entreprise ses obligations.

Contactez-nous *: snj@ouest-france.fr ou contact@snj-of.fr*